

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mercredi 12 juin 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 15
Procuration(s) : 8
Absent(s) : 3
Nombres de votants : 23
Votes pour : 23
Vote contre : 0
Abstention : 0
Date de la convocation : jeudi 30 mai 2024

DELIBERATION N°DL_AP2024_0060

Portant avis du Conseil départemental sur le projet de décret relatif au montant
de la déduction forfaitaire patronale à Mayotte

L'an deux mille vingt-quatre, le douze juin, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue au Conseil départemental - Hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Madame Soihirat EL HADAD, Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents:

Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Salim M'DERE, Madame Nadjima SAÏD

Secrétaire de séance désigné(e) :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_00197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte
- Vu** la saisine de Monsieur le Préfet de Mayotte en date du 16 avril 2024 ;
- Vu** l'avis de la Commission Formation professionnelle, Education et Insertion en date du 05 juin 2024;
- Vu** le rapport n°2024-02140 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Secrétariat Général



Mamoudzou, le 16 avril 2024

**Le préfet de Mayotte
Délégué du Gouvernement**

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU

Objet : Projet de décret relatif au moment de la déduction forfaitaire patronale à Mayotte

P. Jointe: 1

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le projet de décret relatif au moment de la déduction forfaitaire patronale à Mayotte élaboré par le ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

En application de l'article L. 3444-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis du conseil départemental sur ce texte.

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr
consultation@mayotte.pref.gouv.fr

Je vous rappelle que l'avis du conseil départemental est à notifier expressément sous délai de **1 mois** en cas d'urgence sur demande du représentant de l'État.

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général adjoint


Cédric KARI-HERKNER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et
numérique

Décret n° **XXXX-XXXX** du **XXX**

relatif au montant de la déduction forfaitaire patronale à Mayotte

NOR : ECOS2410445D

Publics concernés : particuliers employeurs, salariés des particuliers employeurs

Objet : montant de la déduction forfaitaire patronale applicable à Mayotte

Entrée en vigueur : le texte s'applique aux cotisations et contributions sociales dues au titre des périodes courant à compter du 1^{er} janvier 2024.

Notice : l'article 28-8-1 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et autonomie, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte prévoit que chaque heure de travail effectuée par les salariés employés par des particuliers à leur domicile ouvre droit à une déduction forfaitaire patronale des cotisations et contributions sociales d'origine légale et conventionnelle, dont l'évolution du montant correspond à celle du montant des contributions et cotisations sociales. Le décret fixe ce montant jusqu'en 2036.

Références : le décret peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de la relance et du ministre de la santé et de la prévention,

Vu l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et autonomie, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte, notamment son article 28-8-1 ;

Vu le décret modifié n° 2011-2085 du 30 décembre 2011 relatif à l'exonération générale sur les bas salaires et au taux des cotisations et contributions sociales applicables à Mayotte ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale en date du ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse en date du ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du ;

Vu l'avis du conseil de la Caisse nationale de l'assurance maladie en date du ;

Vu l'avis de la Commission des accidents du travail et des maladies professionnelles en date du ;

Vu l'avis du conseil départemental de Mayotte en date du ;

Décète :

Article 1^{er}

Le montant de la déduction forfaitaire patronale mentionné à l'article 28-8-1 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 susvisée est fixé, pour les périodes d'activité courant à compter du 1^{er} janvier 2024, conformément au tableau suivant :

Année	Montant de la déduction forfaitaire patronale par heure travaillée (en €)
2024	1,65
2025	1,70
2026	1,75
2027	1,79
2028	1,84
2029	1,89
2030	1,93
2031	1,98
2032	2,02
2033	2,07
2034	2,12
2035	2,16
2036 et suivantes	2,21

Article 2

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, chargé des comptes publics et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargé des outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,

Bruno LE MAIRE

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérald DARMANIN

Le ministre délégué chargé des comptes publics,

Thomas CAZENAVE

La ministre déléguée auprès du ministre
de l'intérieur et des outre-mer,
chargée des outre-mer

Marie GUEVENOUX

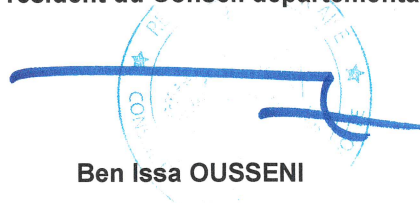
Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : De donner un avis favorable au projet de relatif au montant de la déduction forfaitaire patronale à Mayotte ;

Article 2 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**



Ben Issa OUSSENI